



Philip Jennings
Secrétaire général
UNI Global Union
Tel : + 41 22 365 21 26
gs@uniglobalunion.org

Jyrki Raina
Secrétaire général
IndustriALL Global Union
Tel: +41 22 308 50 60
JRaina@industriALL-Union.org

Migros : A: Andrea Broggin (Président du Conseil d'administration) et Herbert Bollinger
(CEO)

Cc: Johan Zublin et Christine Zwahlen
29 janvier 2014

Messieurs Broggin et Bollinger,

Nous vous remercions de votre réponse à notre lettre datée du 16 décembre 2013 concernant l'Accord pour la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments au Bangladesh.

Nous vous écrivons à nouveau pour vous faire part de notre profonde déception devant votre refus de signer l'Accord ou de contribuer à garantir la sécurité des travailleurs du Bangladesh, pays où Migros s'approvisionne.

Il est regrettable que Migros reste attachée aux audits obsolètes de la BSCI auprès de ses fournisseurs, alors que vous vous empressez de préciser que ce système ne couvre pas la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments. En effet, deux ateliers situés dans le bâtiment Rana Plaza qui s'est effondré et a tué 1.200 personnes en avril 2013, ont fait l'objet d'audits de la part de la BSCI qui n'ont identifié aucun des problèmes ayant provoqué la tragédie. Le système de la BSCI est clairement un outil inapproprié pour garantir la santé et la sécurité des travailleurs au Bangladesh. De plus, la BSCI et ses entreprises membres, comme Migros, étaient au courant du risque d'effondrement d'usine à Savar, Bangladesh, depuis 2005, lorsque 64 travailleurs ont perdu la vie dans l'effondrement de l'immeuble Spectrum audité par la BSCI.

Ce n'est que maintenant que Migros veut soumettre ses fournisseurs à un audit supplémentaire en matière de sécurité incendie et de sécurité des bâtiments. Cela aurait pu autrefois être perçu comme une mesure positive, mais en fait cela ne change pas grand chose. Les audits sont des moyens inappropriés pour éviter de nouvelles tragédies, comme l'expérience l'a prouvé. En fait, toutes les usines où des catastrophes majeures se sont produites ont été auditées à maintes reprises par des systèmes d'audit sectoriels.

Il est temps de sortir des sentiers battus et d'adhérer à un effort sans précédent pour faire du secteur textile au Bangladesh un lieu de travail sûr. Plutôt que de voir chaque marque conduire individuellement des audits supplémentaires sans aucune perspective concrète de mesures correctives, un groupe de 130 détaillants s'est regroupé avec des syndicats locaux et mondiaux pour entreprendre des inspections rigoureuses selon des normes strictes et transparentes (<http://www.bangladeshaccord.org/wp-content/uploads/accord-building-standard.pdf>).

Au cours des huit dernières années, plus de 1.800 travailleurs de l'industrie du vêtement ont perdu la vie au Bangladesh dans des incendies d'usine et des effondrements de bâtiments qui étaient évitables. Trois des incendies d'usine les plus meurtriers se sont produits ces deux dernières années. Il s'agit d'un problème systémique et incroyablement difficile à résoudre. Cela ne peut aboutir que si toutes les parties unissent leurs forces, syndicats locaux et mondiaux, petites et grandes marques. A cet égard, la mesure proposée par Migros n'est pas du tout à la hauteur de ses responsabilités. Nous vous prions donc instamment de revoir votre position et de signer l'Accord.

Nous vous invitons à nous rencontrer à votre plus proche convenance pour discuter de ce qui précède.

Nous vous prions d'agréer nos salutations les meilleures.



Philip Jennings
Secrétaire général
UNI Global Union



Jyrki Raina
Secrétaire général
IndustriALL Global Union

